

**Revue de presse
élaborée à partir de revues spécialisées**

JUILLET 2006

FINANCES

Faut-il réduire les dotations ?

Laurent Fabius, député de Seine-Maritime, redoute l'accroissement des inégalités entre territoires
La Gazette des Communes - 03/07/2006

Recouvrement des créances entre collectivités

Les créances dont disposent les collectivités territoriales et leurs établissements publics sur d'autres collectivités sont insusceptibles de faire l'objet des procédures de recouvrement forcé de droit commun et ce, en raison du caractère insaisissable du patrimoine des personnes publiques. En effet, seules les procédures d'inscription d'office et/ou de mandatement d'office prévues par les dispositions de l'article L. 1612-15 et L. 1612- 16 du Code général des collectivités territoriales sont susceptibles d'être mises en œuvre à l'égard des collectivités territoriales, à condition toutefois qu'il s'agisse d'une dépense à caractère obligatoire.

Les Cahiers Juridiques des Collectivités Territoriales et des Associations - 30/07/2006

FISCALITE LOCALE

FCTVA / TVA

Fonds de compensation pour la TVA

Circulaire du 22 juillet 2005 ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie NOR : MCT/B/05/10010/C
Le Moniteur - 21/07/2006

Règles de TVA applicables aux subventions directement liées au prix d'opérations imposables à la TVA

La présente instruction fait le point sur les règles de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) applicables aux subventions directement liées au prix d'opérations imposables à la TVA.
Le Moniteur - 21/07/2006

COMPTABILITE

La LOLF : une révolution silencieuse ?

Cette réforme majeure va au-delà de notre système financier et comptable. Elle touche au cœur même du fonctionnement de l'Etat.

La Revue du Trésor - 30/07/2006

Retour sur le contrôle de légalité des budgets locaux votés en déséquilibre

Le juge administratif applique au contrôle de légalité des budgets locaux votés en déséquilibre le régime du recours pour excès de pouvoir en ce qui concerne tant l'examen de la recevabilité de la requête que la vérification de l'équilibre.

AJDA - 31/07/2006

CONSOLIDATION

INFORMATIQUE / TIC

Les PME converties à l'e-administration

Avec Télé TVA, les entreprises ont découvert l'utilité du certificat électronique.

Le Moniteur - 14/07/2006

Le conseil général connecte à Internet soixante-dix-neuf communes isolées

Le département de Seine-et-Marne s'est lancé dans un programme original de déploiement de l'Internet à haut débit

Le Moniteur - 21/07/2006

RESSOURCES HUMAINES

Personnels du spectacle sous contrats de droit privé : le problème de la légalité d'emploi

Depuis maintenant deux ans, la ville d'Angers et la préfecture du Maine-et-Loire essaient de résoudre un problème épineux en la matière.

La Lettre du Financier Territorial - 01/07/2006

La déconcentration des RH s'impose

Face à l'augmentation de leurs effectifs, elle s'impose au sein des services opérationnels.

La Gazette des Communes - 03/07/2006

Contrat à durée déterminée dans le secteur public et droit communautaire

CJ CE 4 juillet 2006, Adeneler et autre, n° C-212/04, www.curia.eu.int.

AJDA - 10/07/2006

La GPEC : recette miracle ou usine à gaz ?

Brandie par certains comme " la " recette miracle d'une gestion moderne du personnel, la GPEC a été pendant des années le " talisman " de tout manager. Chacun porte aujourd'hui un regard plus lucide sur ses bienfaits et ses impasses, certains se montrant même très critiques sur certaines dérives, coûteuses en temps et en argent.

La Lettre du Cadre Territorial - 15/07/2006

GESTION INTERNE

INTERCOMMUNALITE

Définition de l'intérêt communautaire

Par ce jugement, le tribunal administratif de Nice résout plusieurs questions sur la définition de l'intérêt communautaire par une communauté d'agglomération. Il considère notamment que cet intérêt peut, sous certaines conditions, être défini en plusieurs étapes.

AJDA - 03/07/2006

Paris fait un premier pas vers l'intercommunalité

Une conférence métropolitaine rassemblant environ 150 communes autour de la capitale va être installée ce matin. Cette structure permettra le dialogue sur des sujets communs avec l'agglomération.

Les Echos - 07/07/2006

Intercommunalité : le divorce à l'amiable est-il possible ?

Quelques communes ont aujourd'hui franchi le pas, quittant leur communauté d'origine pour rejoindre une autre structure intercommunale. Un divorce dont il n'est pas toujours facile de définir les modalités.

Maires de France - 30/07/2006

METP / PPP

Avis de la CADA sur la communicabilité du rapport d'évaluation de la MAPPP

La GADA (commission d'accès aux documents administratifs) est une instance consultative et indépendante qui n'est pas une juridiction. Elle ne peut intervenir que sur le fondement de la loi du 17 juillet 1978. Elle peut être consultée pour obtenir des documents administratifs dont la communication a été refusée. Elle peut donner des avis sur le caractère communicable de documents ou venir en soutien des administrations pour avoir des conseils sur les modalités de communication des dits documents. Elle intervient pour tous les documents détenus par un service de l'Etat, une collectivité territoriale, un établissement public ou un organisme chargé de la gestion d'un service public qu'il soit public ou privé. La CADA ne communique pas elle-même de documents administratifs. Elle joue un rôle de médiateur entre l'administration et ses interlocuteurs.

Le Moniteur - 14/07/2006

SEM

Administration de SEM et cumul de mandats : attention danger

Il est fréquent qu'un même élu soit à la fois titulaire de plusieurs mandats électifs et administrateur d'une SEML en qualité de représentant de l'une de ses collectivités territoriales d'appartenance.
La Lettre du Cadre Territorial - 01/07/2006

ASSOCIATIONS

Contrat de transition professionnelle, un reclassement expérimental

La convention de reclassement personnalisé (CRP), en vigueur depuis le mois de mai 2005, ne tient pas toutes ses promesses. Le gouvernement a donc décidé d'expérimenter un nouveau dispositif de reclassement à destination des salariés licenciés pour motif économique : le contrat de transition professionnelle (CTP). L'objectif étant d'apporter au salarié une sécurité plus forte que la CRR
Juris Associations - 15/07/2006

Les subventions "directement liées au prix" remplacent les subventions «complément de prix»

L'administration adapte sa doctrine pour tenir compte des dernières jurisprudences de la Cour de justice des communautés européennes (CJCE), relatives notamment aux subventions « directement liées au prix » (sixième directive n° 77/388/CEE, art. 11 Al a; voir JA n° 331/2006, p. 30).
Juris Associations - 15/07/2006

Tourisme codifié, associations habilitées

Agréées aujourd'hui, habilitées demain par souci de simplification, les associations de tourisme sont prises dans la tourmente de la réforme de la loi de 1992 sur l'organisation et la vente de voyages et de séjours. Une réforme qui s'inscrit plus globalement dans la ratification du Code du tourisme.
Juris Associations - 15/07/2006

De l'oral à l'écrit, l'évaluation médico-sociale en mouvement

Une petite révolution est en marche dans le secteur médico-social : le passage d'une tutelle budgétaire a priori à un contrôle d'efficience a posteriori. , Un objectif : vérifier l'adéquation entre les moyens alloués, l'activité réelle et les k résultats. Une démarche : la qualité. Un véritable challenge dans un secteur où la tradition orale est profondément ancrée et où la diversité des structures ne facilite pas l'élaboration homogène de procédures liées à l'évaluation interne et externe.
Juris Associations - 15/07/2006

Des outils et techniques à adapter à chaque structure

Se livrer à un inventaire des outils et techniques ou des bonnes pratiques en matière d'évaluation interne des associations du secteur médico-social est un exercice difficile tant la diversité des prises en charge est grande. La taille souvent limitée des établissements et services ne facilite également pas les choses. Quelques principes fondamentaux et des échanges inter associatifs permettront néanmoins à chaque structure d'évaluer le rapport entre ses moyens et les résultats obtenus.
Juris Associations - 15/07/2006

L'engagement dans une démarche d'amélioration continue de la qualité : l'exemple de l'ORSAC

La loi du 2 janvier 2002 introduit l'obligation de l'évaluation pour l'ensemble des établissements et services sociaux et médico-sociaux.
Juris Associations - 15/07/2006

DELEGATIONS

Requalification d'une concession d'occupation du domaine public en délégation de service public

CAA Nancy 6 avril 2006, EURL Saut du Doubs. Société Promotrain, n° 01NC00887.
AJDA - 03/07/2006

Veolia double de taille dans la propreté en Grande-Bretagne

Le groupe de services aux collectivités a acquis, pour 859 millions d'euros, Cleanaway UK, filiale de l'australien Brambles Industries, sur un marché britannique très dynamique. L'opération devrait être relative dès 2007.

Les Echos - 03/07/2006

Création d'un service public et disparition d'un fonds de commerce

Le tribunal administratif de Dijon déduit des stipulations de la convention par laquelle une commune a confié l'exploitation d'un cinéma qu'elle avait racheté qu'elle a entendu ériger celui-ci en service public. De ce fait, le fonds de commerce acquis par la commune a disparu. Et par conséquent, la délibération autorisant le maire à céder le fonds de commerce doit être annulée en tant qu'elle porte sur un contrat dépourvu d'objet.

AJDA - 17/07/2006

Délégation de service oubliée

Réponse ministérielle du 1er juin 2006

Le Moniteur - 21/07/2006

Mandats parlementaires incompatibles avec la direction d'une association

Décision n° 2006-20/21 du 20 juillet 2006, www.conseil-constitutionnel.fr

AJDA - 31/07/2006

DIVERS

MARCHES PUBLICS

✚ **Refus d'une offre dans le cadre d'une DSP : le taux d'endettement n'est pas un motif suffisant**

CAA Douai, n° 05DA00105; du 11 mai 2006, société Semaco
La Lettre du Financier Territorial - 01/07/2006

✚ **Code 2006 : comment se préparer en 12 points**

La réforme du Code des marchés publics ne devrait pas modifier en profondeur la structure du Code adoptée en 2004. Toutefois, les services acheteurs doivent se préparer à mettre en œuvre les nouvelles dispositions. Un certain nombre de vérifications s'imposent dès aujourd'hui afin de se mettre en ordre de marche.

Le Moniteur - 07/07/2006

✚ **Les caractéristiques essentielles devant être indiquées aux candidats à une délégation de service public**

Si la durée de la délégation de service public peut être indiquée avec certitude aux candidats au plus tard au moment de la transmission du dossier de la consultation aux candidats admis à présenter une offre, en revanche l'obligation d'indiquer cette caractéristique pèse sur la personne publique même lorsqu'il est prévu de mettre à la charge du délégataire la réalisation des installations, la durée de la convention pouvant être déterminée par la collectivité en fonction des éléments qui sont connus, en ce qui concerne la nature des investissements, ou qui peuvent être estimés, s'agissant du montant de ces investissements.

AJDA - 10/07/2006

✚ **Garantie d'une publicité suffisante des marchés publics**

Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire réponse ministérielle du 6 juillet 2006 O. n°22709
JO Sénat du 13/04/2006 - R JO DU 6/07/06

Le Moniteur - 14/07/2006

✚ **Groupements d'entreprises : comment présenter une offre**

Créés après guerre pour réaliser les travaux de la Reconstruction, les groupements d'entreprises se sont développés dans le bâtiment et le génie civil. Si beaucoup de marchés sont aujourd'hui passés en groupements, les règles qui les régissent restent mal connues.

Le Moniteur - 14/07/2006

✚ **La publicité des marchés à procédure adaptée doit être efficace**

Ordonnance du 2 mai 2006 tribunal administratif de Mamoudzou Société Réunion Villes Propres

Le Moniteur - 14/07/2006

✚ **Le juge confirme que la publicité doit être efficace**

Dans une décision du 2 mai 2006, «Société Réunion Villes Propres», le tribunal administratif de Mamoudzou (Mayotte) apporte sa contribution à la jurisprudence concernant la publicité des marchés à procédure adaptée.

Le Moniteur - 14/07/2006

✚ **Commande publique : la primauté du droit communautaire**

La prochaine parution du Code des marchés publics version 2006 illustre une fois de plus la supériorité du droit communautaire sur toutes les règles nationales. Il s'agit, par ce principe, de tirer toutes les conséquences de l'effet direct des directives européennes en la matière.

La Lettre du Cadre Territorial - 15/07/2006

✚ **Avec six mois de retard, les marchés publics s'ouvrent timidement aux PME**

Annoncé depuis plus de six mois, le décret réformant le Code des marchés publics est prêt à être publié au " Journal officiel ". Le gouvernement n'a pas pu aller aussi loin que prévu pour obliger l'administration à réserver une part de ses achats aux petites entreprises.

Les Echos - 20/07/2006

Bercy élargit l'accès des PME aux marchés publics

Avec six mois de retard, le Code des marchés publics est bouclé ? Il s'appliquera au 1er septembre ? Pas de contraintes, mais des incitations pour aider les PME à obtenir des commandes publiques
Les Echos - 20/07/2006

Bercy incite les administrations à faire appel aux PME

La nouvelle réglementation va être publiée rapidement. Bercy veut aller plus loin.
Les Echos - 20/07/2006

Les principaux points de la réforme

Cinq mesures de soutien aux PME
Les Echos - 20/07/2006

Groupements d'entreprises: surmonter les difficultés d'exécution (2)

Ces difficultés peuvent être réglées assez facilement par l'insertion de clauses contractuelles, à titre préventif, afin de définir une régie du jeu.
Le Moniteur - 21/07/2006

Les PME moins défavorisées dans la course aux marchés publics

Le décret réformant le Code des marchés publics devrait être publié prochainement. Le texte comporte un ensemble de mesures favorables aux PME, mais n'oblige pas les administrations à leur réserver une part des commandes.
La Tribune - 21/07/2006

Les règles des concours précisées par le juge

Jugement n° 0405631 et 0500698 du 29 juin 2006
Le Moniteur - 21/07/2006

Bruxelles souhaite une publicité plus efficace des Mapa La

Commission européenne a publié, le 24 juillet, des lignes directrices sur la passation équitable des marchés de faible montant.
Le Moniteur - 28/07/2006

Convention de bonnes pratiques pour l'application du Code des marchés publics

Convention du 8 juin 2006 entre: Archipel Habitat, OPAC de Rennes Métropole représenté par Monsieur Guy Potin, Président et: la Fédération du Bâtiment et des Travaux publics d'Ile et Vilaine représentée par Monsieur Thierry Danjou, Président
Le Moniteur - 28/07/2006

Candidature des personnes publiques aux contrats publics : liberté et égalité

L'égal et libre accès à la commande publique désormais reconnu aux personnes publiques ne les soustrait pas pour autant aux limites traditionnelles de leur intervention dans le domaine économique. Le souci de garantir l'égalité de traitement entre les offres publiques et privées implique la mise en œuvre de méthodes de comparaison adaptées. Il convient de veiller à ce qu'il n'ait pas pour effet de faire peser une suspicion systématique sur les candidatures publiques.
Collectivités Territoriales (Lamy) - 30/07/2006

Les offices de tourisme, les comités départementaux et régionaux de tourisme et le droit de la commande publique

Bien qu'en principe non soumis aux dispositions du code des marchés publics, les offices de tourisme, les comités départementaux du tourisme et les comités régionaux du tourisme constituent des pouvoirs adjudicateurs au sens des directives communautaires et de l'ordonnance du 6 juin 2005.
AJDA - 31/07/2006

EVALUATION DE POLITIQUE PUBLIQUE

De l'oral à l'écrit, l'évaluation médico-sociale en mouvement

Une petite révolution est en marche dans le secteur médico-social : le passage d'une tutelle budgétaire a priori à un contrôle d'efficience a posteriori. , Un objectif : vérifier l'adéquation entre les moyens alloués, l'activité réelle et les k résultats. Une démarche : la qualité. Un véritable challenge dans un secteur où la tradition orale est profondément ancrée et où la diversité des structures ne facilite pas l'élaboration homogène de procédures liées à l'évaluation interne et externe.

Juris Associations - 15/07/2006

INFORMATION FINANCIERE, COMMUNICATION

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE LOCAL

Moins de fonds européens pour les régions françaises

Le Parlement européen a adopté hier les règlements définissant l'emploi des fonds structurels entre 2007 et 2013

La Tribune - 05/07/2006

Interrogations sur la récupération des aides d'Etat illégales

Le Conseil d'Etat interroge la Cour de justice des Communautés européennes sur l'obligation pour le juge national d'ordonner la récupération d'aides illégales (du fait d'une irrégularité procédurale), dans le cas où la Commission a reconnu leur compatibilité avec le marché commun.

AJDA - 10/07/2006

La Caisse des Dépôts se réorganise pour gérer le fonds PME de Chirac

La Caisse des Dépôts et Consignations va se voir confier le dispositif de financement en fonds propres des PME promu par l'Elysée, donnant le coup d'envoi au recentrage sur le LBO des activités concurrentielles dans le non-coté.

Les Echos - 13/07/2006

Aides d'Etat : la Commission disposée à négocier avec Paris, Berlin et Londres

Bruxelles pourrait modifier son projet de réforme des aides d'Etat pour tenir compte des critiques de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni concernant le traitement des garanties et des prêts publics.

Les Echos - 20/07/2006

Bruxelles souhaite favoriser le financement des PME

La Commission a assoupli ses exigences en matière d'aides publiques aux PME. Elle demande aux États de mettre fin à la double taxation que subissent les investisseurs de "private equity".

La Tribune - 20/07/2006

Paris, Berlin et Londres s'opposent à la réforme sur les aides d'État

L'Allemagne, la France et le Royaume-Uni s'inquiètent des conséquences du projet de réforme de la commissaire européenne à la Concurrence. Neelie Kroes veut rendre les aides d'État aux entreprises plus transparentes. La Tribune - 20/07/2006

Pôles de compétitivité : 80 millions de plus

Le gouvernement va financer 68 projets pour un montant total de 80 millions d'euros.

La Tribune - 24/07/2006

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Contrats de projet : l'Etat engage 10,5 milliards d'euros pour 2007-2013

Le Premier ministre a donné hier mandat aux 26 préfets de région pour négocier avec les exécutifs régionaux d'ici à la fin de l'année. A périmètre comparable/l'enveloppe est en retrait d'un peu plus de 10 % par rapport à 2000-2006, mais les priorités ont entre-temps changé.

Les Echos - 19/07/2006

ENVIRONNEMENT

Valeur juridique de la charte de l'environnement

CE 19 juin 2006, Association Eau et Rivières de Bretagne, n° 282456.
AJDA - 03/07/2006

Le gouvernement crée un comité de suivi du plan santé environnement

Adopté en 2004, ce plan santé environnement national est constitué de 45 mesures visant à réduire la pollution et diminuer son impact sur la santé de l'homme.
Les Echos - 06/07/2006

Valorisation électrique du biogaz dans l'Essonne

L'exploitation de l'installation de Vert-le-Grand a été confiée à un opérateur privé, selon une formule originale.
La Gazette des Communes - 07/07/2006

Les installations classées soumises à déclaration

Un certain nombre d'installations classées (ICPE) soumises à déclaration vont être soumises d'ici 2009 à un contrôle périodique effectué par un organisme agréé par l'Etat. Cette mesure phare qui braque les projecteurs sur les plus petites installations classées nous conduit à réexaminer la jurisprudence relative au régime de la déclaration.
Environnement Technique - 30/07/2006

Planification de la gestion des déchets : quelle feuille de route pour les conseils généraux ?

Les conseils généraux ont repris la compétence sur l'élaboration des plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés
Environnement Technique - 30/07/2006

Quand la Cour de cassation s'intéresse de près à l'environnement

Le rapport de la Cour de cassation pour l'année 2005 fait, entre autres, le point en matière de jurisprudence sur des affaires relatives à la pollution des sols et des bâtiments, ainsi qu'à la pollution des eaux.
Environnement Technique - 30/07/2006

Sols pollués, refonte des textes et des outils de gestion

Le Ministère de l'Ecologie et du Développement durable conduit actuellement une refonte des textes et outils de gestion des sols pollués, en vue de conduire les porteurs de projets à identifier clairement les enjeux à protéger en fonction des usages futurs des sites
Environnement Technique - 30/07/2006

Un combustible à portée de main, à prix négatif ?

La crise énergétique relance l'intérêt pour la valorisation du même nom. Hors des incinérateurs classiques et des cimenteries, certains cherchent à faire avancer une troisième voie qui passerait par la transformation du déchet en combustible
Environnement Technique - 30/07/2006

DECENTRALISATION, DECONCENTRATION

Atteinte à la concurrence dans un appel d'offres

Conseil de la concurrence, décision n° 06-MC-02 du 27 juin 2006.
AJDA - 10/07/2006

Les collectivités locales se montrent prudentes

Rapport d'information n° 3199, juillet 2006
Le Moniteur - 28/07/2006

CONTROLE INTERNE

CONTROLE PRIVE

CONTROLE PUBLIC

La qualité et l'intérêt pour agir en appel devant la Cour des comptes

La Cour des comptes confirme son appréciation stricte des conditions de recevabilité de l'appel en exigeant du comptable qu'il justifie d'un intérêt particulier pour agir.

AJDA - 03/07/2006

Des outils et techniques à adapter à chaque structure

Se livrer à un inventaire des outils et techniques ou des bonnes pratiques en matière d'évaluation interne des associations du secteur médico-social est un exercice difficile tant la diversité des prises en charge est grande. La taille souvent limitée des établissements et services ne facilite également pas les choses. Quelques principes fondamentaux et des échanges inter associatifs permettront néanmoins à chaque structure d'évaluer le rapport entre ses moyens et les résultats obtenus.

Juris Associations - 15/07/2006

L'engagement dans une démarche d'amélioration continue de la qualité : l'exemple de l'ORSAC

La loi du 2 janvier 2002 introduit l'obligation de l'évaluation pour l'ensemble des établissements et services sociaux et médico-sociaux.

Juris Associations - 15/07/2006

MONDE, EUROPE

PATRIMOINE

Le Code général de la propriété des personnes publiques

Droit de propriété privée : les principales innovations sont l'instauration d'un droit de propriété privée sur le domaine public et la suppression du déclassement en cas de transfert de biens entre personnes publiques
La Gazette des Communes - 03/07/2006

URBANISME

RESPONSABILITES CIVILE ET PENALE

CORRUPTION

INFORMATIONS JURIDIQUES DIVERS

Lobbies : les assistants parlementaires courtisés

À l'instar de ce qui se passe à Bruxelles, les lobbies tentent de plus en plus d'infiltrer les institutions de la République. Avec un intermédiaire de choix : l'assistant parlementaire.
La Lettre du Cadre Territorial - 01/07/2006

Liberté d'accès aux documents administratifs et réutilisation des informations publiques

L'ordonnance du 6 juin 2005 procède à la simplification et à la modernisation du régime d'accès aux documents administratifs, encadre la réutilisation des informations publiques et adapte le statut de la commission d'accès aux documents administratifs aux nouvelles missions qui lui sont confiées et les pouvoirs des organes de régulation dont le plus important est la CADA.
AJDA - 10/07/2006

Une loi pour déminer le maquis des contraintes administratives

Bulletin de paye en ligne, suppression du certificat prénuptial, toutes les démarches de la vie quotidienne sont visées.
La Tribune - 13/07/2006

Secret Professionnel : obligation, contrainte

CAA Lyon, 30 oct 1992, n° 91LY00520, époux C. - Cass., 25 janvier 1968, n° 66-93877
La Lettre du Cadre Territorial - 15/07/2006

Les procédures d'urgence

Au nombre de trois, elles permettent aux justiciables d'obtenir rapidement une décision de justice concernant une décision d'une administration avant qu'un jugement ne tranche sur le fond du litige.
La Gazette des Communes - 24/07/2006

COMPTES DE CAMPAGNE

Compte de campagne et inéligibilité : l'indulgence du juge

Le Conseil d'Etat accepte de reconnaître la bonne foi d'un candidat dont le compte de campagne a été rejeté faute de visa d'un expert-comptable et de ne pas le déclarer inéligible. Dans une seconde espèce, il ne déclare pas non plus inéligible une candidate dont le compte, après avoir été rejeté, a été approuvé par une seconde décision de la CNCCFP.

AJDA - 31/07/2006

Suggestions pour diminuer le coût des élections pour l'Etat

www.modernisation.gouv.fr

AJDA - 31/07/2006